

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 349

Artikel: Le 1er juin
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023570>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le 1^{er} juin

M. Pierre Arnold, nouveau président de la direction de Migros, a été interviewé par « *Schweizerische Finanzzeitung* » (5). Une question lui a été posée au sujet de « *Die Tat* », le quotidien zurichois édité par Migros. Selon certains bruits, en effet, les jours de cette publication seraient comptés. Le président Arnold a répondu qu'il ne se prononcerait pas au sujet de ces « informations » avant le 1^{er} juin.

Un autre hebdomadaire, « *Weltwoche* » (5) a consacré plusieurs pages à la plus grande entreprise de distribution de Suisse, qui est le numéro 10 dans le classement européen. Au sujet de « *Die Tat* », le conseiller aux Etats Albin Heimann, un des membres de la direction qui se retire, ayant atteint l'âge limite de 62 ans, répond que le journal n'est pas rentable et qu'on le sait depuis sa création. M. Heimann affirme néanmoins qu'il n'y a pas de projet de suspendre la publication de ce journal du soir.

Rappelons que « *Die Tat* » a été fondé comme hebdomadaire en 1935, peu après l'élection des premiers conseillers nationaux de l'Alliance des indépendants. Il est devenu quotidien en automne 1939.

Attendons donc le 1^{er} juin !

Un certain avenir

— La presse professionnelle et spécialisée a un certain avenir, les connaisseurs de la question l'affirment. Est-ce la raison de la transformation du mensuel « *Der Schweizer Treuhänder / L'expert comptable suisse* » ? A l'occasion de son 50^e anniversaire, une présentation nouvelle a été adoptée. La revue publie des articles en allemand et en français. Elle couvre les domaines de la revision, de la comptabilité et des conseils d'entreprises.

— Le numéro 5 de « *Weltwoche* » est tout que rose, puisqu'il contient notamment de longs articles sur la crise à Bienne, sur les craintes des hôteliers suisses et sur la jeunesse au chômage. Une petite leueur, en revanche, dans l'article « Des roses pour René », qui dresse un portrait du conseiller d'Etat René Meylan, en prenant prétexte de sa qualité de médiateur dans l'affaire Bulova, à Neuchâtel.

La parole à l'AN

— A lire dans le numéro du week-end du « *Tages Anzeiger* » des reflets du débat sur les limites de la validité d'une initiative, débat qui opposa notamment aux Chambres le radical Ulrich Luder, plaidant contre la prise en considération de la dernière initiative de l'Action nationale (référendum en matière de traités internationaux), et le représentant des promoteurs du projet (appuyé par 58 502 signatures valables), Heinrich C. Müller (AN). La publication de cette controverse est significative à deux points de vue ; sur le fond tout d'abord, elle permet de situer avec précision les arguments de deux parties ; sur le plan journalistique ensuite, il est rare qu'un journal de l'importance du « *Tages Anzeiger* » ait accordé autant d'espace (une page entière) à un « nationaliste » pour défendre ses opinions.

Dans le magazine hebdomadaire de ce même TA, à noter une remarquable enquête sur la ville de Bologne (un maire communiste depuis 1945 — un électorat de plus en plus gagné au Parti communiste : 38 % des voix en 1946, 51 % en 1975) déjà connue pour ses réalisations de pointe en fait d'urbanisme, mais présentée cette fois-ci à travers une politique du 3^e âge digne d'être citée en exemple.

Le « peuple élu » et nous

— Le supplément « politique et culturel » de la « *National Zeitung* » s'ouvre sur une étude du professeur de Nouveau Testament à l'Université

de Bâle, Markus Barth, intitulée « Israël, les Palestiniens et nous » ; l'auteur tente de jeter les bases d'une attitude chrétienne face au « peuple élu » dans les difficultés de tous ordres nées des revendications palestiniennes.

La presse européenne vers la récession

Le visage de la presse se modifie plus rapidement qu'on ne le croit : c'est, parmi d'autres, l'une des conclusions qu'impose la lecture hebdomadaire des notes réunies sous le signe des « kiosques alémaniques ». Fusions, concentrations, bien sûr, mais aussi efforts de diversification, émergence de nouveaux groupes de pression à la recherche d'une audience accrue, les facteurs ne manquent pas qui font de la presse helvétique un tout mouvant, difficile à cerner dans son ensemble tant les tendances y sont multiples (du tract épisodique au quotidien régulier). C'est certainement cette absence d'homogénéité qui fait, pour une bonne part, du problème de « l'aide à la presse » une source d'affrontements pratiquement irréductibles.

Une synthèse

Les experts du Conseil de l'Europe viennent pourtant de mettre la dernière main à un travail de synthèse sur la concentration de la presse en Europe qui, s'il ne débouche pas sur des conclusions particulièrement originales, n'en a pas moins le mérite de fixer des points de repères utiles. Même si la presse dans notre pays a des caractéristiques propres dues notamment à l'importance des facteurs linguistiques dans la répartition des titres, ainsi qu'aux frontières cantonales.

La concentration de la presse se développe même dans les pays qui accordent un soutien financier aux journaux, et dans lesquels cette aide conditionne l'existence de la presse ; il n'existe pas de remède-miracle pour empêcher cette concentration. Telle est la conclusion globale des experts